



CSA-SD Ressource enseignante 1er degré
Jeudi 9 novembre 2023

Monsieur le Directeur Académique,
Cher.es collègues,

En premier lieu, nous souhaitons une nouvelle fois remercier les services pour la qualité du document envoyé en amont de ce CSA-SD, dans des délais raisonnables. Cela permet aux élus du personnel de travailler dans de bonnes conditions.

Malheureusement les rentrées se succèdent et nous ne voyons toujours pas d'amélioration quant à la ressource enseignante dans notre département. A la lecture de nos déclarations liminaires des années précédentes, force est de constater que le bilan est identique voire encore plus alarmant. Mais la répétition n'est-elle pas une vertu de la pédagogie ?

Non, le choc d'attractivité tant espéré par le gouvernement et par toute la profession n'a toujours pas eu lieu.

Parents et enseignants ne sont pas dupes. Les déclarations si souvent utilisées par les ministres successifs garantissant qu'il y aura un enseignant devant chaque élève relèvent davantage de la méthode Coué que de la triste réalité du terrain. Une fois encore, deux mois après cette rentrée, de très nombreux postes restent à pourvoir dans notre département. Une fois encore, de nombreuses écoles sont fragilisées par ce phénomène. La continuité des apprentissages est très nettement remise en cause pour les élèves concernés. Inutile de détailler pour la énième fois les conséquences sur les conditions d'enseignement de nos collègues...

Le bilan qui transparait dans les chiffres que vous nous présentez n'est guère réjouissant. Le nombre de candidatures au CRPE est toujours aussi faible. La proportion de collègues contractuels, quant à elle, est en constante augmentation. Faute de possibilité de mobilité interdépartementale, le nombre de mise en disponibilité ne cesse d'augmenter. Quant aux démissions, leur nombre a presque doublé en un an.

A quel moment, le gouvernement va-t-il enfin se rendre compte que notre profession souffre, que l'état de fatigue et la démotivation sont à leur paroxysme ? Les chiffres que vous nous présentez aujourd'hui en sont une parfaite illustration.

Au lieu de cela, le ministre mène au pas de charge sa mission sur l' « exigence des savoirs ». Il s'agirait en 8 semaines de mener une concertation et de rédiger un rapport sur les réformes à venir. Ce vaste chantier ne mériterait que deux petits mois de concertation, de réflexion et d'analyse ? La vision passéiste et datée du ministre et son questionnaire très orienté à destination des enseignant.e.s n'augure rien de bon sur ce qui risque d'être proposé.

Dans un contexte extrêmement anxiogène tant au niveau national qu'international, à l'heure où les conditions de travail dans les établissements scolaires ne cessent de se dégrader, nous doutons réellement au Sgen-CFDT que les propositions ministérielles puissent permettre de restaurer la

confiance dans les salles des professeur.e.s. Nous sommes prêts à parier qu'elles ne répondront en rien aux préoccupations de nos collègues sur le terrain, ni aux besoins de leurs élèves. C'est pourquoi nous continuerons à porter avec beaucoup d'enthousiasme et d'obstination nos propositions sur la formation initiale et continue, sur une revalorisation des personnels enseignants, sur l'école inclusive ou sur les postes en RASED etc... Mais encore faudrait-il avoir un espace pour effectuer ces propositions et disposer d'un véritable dialogue social !

Je vous remercie pour votre attention.

Jean-Yves Bernard
Pour le Sgen-CFDT Versailles